

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
1^{er} juin 2018
Français
Original : anglais

Lettre datée du 1^{er} juin 2018, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

En réponse à la demande formulée par le Conseil de sécurité au paragraphe 61 de sa résolution [2409 \(2018\)](#), j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint une mise à jour sur les progrès réalisés aux niveaux politique et technique, au cours de la période du 26 avril au 25 mai 2018, vers la tenue des élections du 23 décembre 2018, ainsi que les obstacles qui pourraient se poser dans la mise en œuvre de l'accord politique du 31 décembre 2016 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) António Guterres



Annexe

Mise à jour communiquée par le Secrétaire général sur les progrès réalisés au 25 mai 2018 en ce qui concerne le processus électoral et l'application de l'accord politique du 31 décembre 2016

1. La mise à jour ci-après, qui couvre l'évolution de la situation en République démocratique du Congo du 26 avril au 25 mai 2018, est présentée en application de la résolution [2409 \(2018\)](#), dans laquelle le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général de le tenir informé par écrit tous les trente jours des progrès réalisés aux niveaux politique et technique vers la tenue des élections du 23 décembre 2018, ainsi que des obstacles qui pourraient se poser dans la mise en œuvre de l'accord politique du 31 décembre 2016.

I. Principaux faits survenus au niveau politique en ce qui concerne le processus électoral et la mise en œuvre de l'accord politique

2. Le Gouvernement de la République démocratique du Congo, l'Assemblée, le Conseil national de suivi de l'Accord et du processus électoral et la Commission électorale nationale indépendante (CENI) ont continué de s'employer à atteindre les principaux objectifs fixés dans le calendrier électoral. Toutefois, les progrès relatifs aux aspects techniques et législatifs de l'organisation des élections sont entravés par l'absence de confiance entre les principaux acteurs politiques.

3. L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté, respectivement le 30 avril et le 6 mai, le projet de loi sur la répartition des sièges pour les élections législatives nationales et provinciales et les élections locales. Le 8 mai, le Président Joseph Kabila a promulgué le projet de loi conformément au calendrier électoral. Après plusieurs mois de retard, la liste définitive des partis et mouvements politiques enregistrés pouvant se présenter à l'élection présidentielle et aux élections législatives nationales et provinciales a été publiée le 11 mai au Journal officiel. Elle comprend 599 partis et 77 regroupements politiques. Le Code électoral comporte des dispositions interdisant le dédoublement des partis politiques mais quatre formations distinctes et concurrentes portant le nom d'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), à savoir l'Union pour la démocratie et le progrès social-Kibassa, l'Union pour la démocratie et le progrès social-Mubake/Rénové, l'Union pour la démocratie et le progrès social-Tharcisse Loseke et l'Union pour la démocratie et le progrès social-Tshisekedi, figuraient sur la liste. Parmi les absences notables, on peut citer le regroupement Ensemble pour le changement, qui soutient la candidature à la présidence de Moïse Katumbi. Toutefois, les partis qui constituent ce groupement sont inscrits sur la liste. Le 14 mai, le Président Kabila a signé une ordonnance portant nomination de trois juges pour pourvoir les sièges vacants à la Cour constitutionnelle. Conformément au règlement intérieur de la Cour, les nouveaux juges, Norbert Nkulu Kilombo, Jean Ubulu Pungu et François Bokona, ont été nommés respectivement par la Présidence, le Conseil supérieur de la magistrature et l'Assemblée.

4. Malgré d'importants progrès relatifs à la mise en place d'un cadre juridique pour les élections, l'Assemblée n'a pas encore examiné le projet d'amendement à la loi de 2015 sur les manifestations publiques déposé par le Gouvernement pendant la session ordinaire en cours. La question du remplacement du rapporteur de la CENI désigné par l'UDPS n'a toujours pas été réglée en dépit des demandes répétées du

parti. Le 5 mai 2018, lors d'entretiens avec le Président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, le Président de la CENI, Corneille Nangaa, a déclaré que l'inscription des électeurs de la diaspora, prévue entre le 1^{er} juillet et le 28 septembre, serait techniquement possible, mais difficile.

5. L'utilisation de machines à voter envisagée par le Gouvernement continue de polariser le pays. Les principaux partis d'opposition ont continué de s'y opposer, afin de semer le doute sur l'intégrité du registre électoral et la probabilité que les élections se tiennent à la date arrêtée. Après l'expiration du délai qui avait été fixé au 30 avril, en vue de l'application intégrale des mesures de confiance, prévu dans l'accord politique du 31 décembre 2016, le Comité laïc de coordination a publié un communiqué le 1^{er} mai, dans lequel il a relevé que le Gouvernement n'avait pas réglé les cas emblématiques mentionnés dans l'accord. Par ailleurs, le Comité a annoncé qu'il organiserait de nouveau des manifestations à moins que des conditions favorables à la tenue des élections du 23 décembre 2018 ne soient mises en place.

6. Les médias ont relayé avec insistance des informations suggérant que le Président Kabila pourrait se présenter à la prochaine élection. Ces informations s'expliquent en partie par les déclarations récentes à ce sujet du Secrétaire permanent du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie, Emmanuel Ramazani Shadary, et du Gouverneur par intérim de la province du Maniema, Jérôme Bikenge.

7. Le 9 mai, lors d'un exposé fait devant la presse, le porte-parole de la Police nationale congolaise, le colonel Pierrot Mwanamputu, a accusé un élément armé qui serait membre de l'Alliance pour la libération du peuple congolais de conspirer avec Moïse Katumbi afin de prendre le pouvoir par la force. Le jour même, le porte-parole de Moïse Katumbi, Olivier Kamitatu, a réfuté cette accusation dans un communiqué.

II. Principaux faits survenus sur le plan électoral concernant l'application de l'accord politique

Faits survenus sur le plan électoral

8. Le 9 mai, à l'invitation de la CENI, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a entamé un audit du registre électoral, qui devait être établi au 25 mai. Vingt observateurs étaient associés au processus d'audit : cinq de la majorité présidentielle, cinq de l'opposition, six de la société civile et un de l'Union africaine, de la Communauté de développement de l'Afrique australe, de l'Union européenne et de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). La CENI a été désignée comme membre technique de l'équipe d'audit. À l'occasion du lancement de l'opération, le chef de la délégation de l'OIF, le général Siaka Sangaré, s'est félicité de ce que l'équipe d'audit « soit ouverte à tous » et a souligné que l'audit renforcerait la crédibilité du registre. Toutefois, certains membres de l'opposition ont continué de contester le moment choisi pour conduire cet audit, faisant valoir qu'il avait été lancé après la promulgation de la loi sur la répartition des sièges.

9. Au 15 mai, 258 des 599 partis officiellement enregistrés avaient signé le Code de bonne conduite, ce qu'aucun des principaux partis d'opposition n'a encore fait. La CENI met la dernière main aux préparatifs pour l'ouverture des centres d'enregistrement et de sélection des candidats aux élections provinciales, qui doit

commencer le 24 juin. La mise en place de tribunaux provinciaux ayant compétence pour entendre les contentieux électoraux est en cours.

10. Aucun autre décaissement de fonds destiné à la CENI n'a été annoncé au cours de la période considérée. Le Gouvernement n'a pas encore signé le plan de financement au titre du Projet d'appui au cycle électoral au Congo (PACEC II), qui pourrait fournir plus de 67 millions de dollars, couvrant principalement l'appui à la logistique secondaire et les activités de sensibilisation du corps électoral. Néanmoins, un soutien technique limité pourrait être apporté dans le cadre du PACEC I, dont les fonds restants s'élèvent à environ 3 millions de dollars. Plusieurs partenaires extérieurs se sont dits prêts à soutenir le processus électoral, notamment par une aide financière.

Rétrécissement de l'espace politique et violences imputables à l'application de l'accord politique dans le contexte électoral

11. Les restrictions visant les activités des organisations de la société civile et les journalistes n'ont pas été levées. Le 27 avril, à Kisangani (province de la Tshopo), trois militants du mouvement Lutte pour le Changement (LUCHA) arrêtés les 29 et 30 décembre 2017 alors qu'ils mobilisaient des personnes en vue de la manifestation du 31 décembre 2017 ont été condamnés à six mois de prison pour avoir répandu de fausses informations. Le 23 avril, trois autres membres de la société civile ont été arrêtés par l'Agence nationale de renseignements et l'un d'entre eux a été condamné à six mois de prison pour avoir incité les enseignants et les élèves d'un lycée de Kisangani à participer à une manifestation. À Lubumbashi (province du Haut-Katanga), du 3 au 9 mai, deux militants de la LUCHA ont subi des menaces de mort et des intimidations à cause de leur activisme ; par la suite l'un d'entre eux a fait l'objet d'une disparition forcée.

12. Les autorités ont continué d'appliquer l'interdiction générale des manifestations politiques. Le 1^{er} mai, à Goma (province du Nord-Kivu), des agents de police ont arrêté 31 personnes, dont 4 femmes, lors d'une manifestation organisée par la LUCHA pour dénoncer l'insécurité croissante dans la province du Nord-Kivu, notamment les massacres répétés à Beni et le nombre croissant d'enlèvements à Goma. Le 2 mai, à Bandundu (province du Kwilu), le maire de la ville a interdit une manifestation organisée par un mouvement de citoyens local pour exiger la démission du Gouverneur de la province du Kwilu, en raison de sa mauvaise gestion, de scandales politiques à répétition et de son comportement xénophobe. Le 3 mai, à Lubumbashi, des agents de police équipés d'armes létales et non létales ont encerclé la résidence de Gabriel Kyungu, président du regroupement politique d'opposition Union des nationalistes fédéralistes du Congo. Le 9 mai, à Kisangani, des agents de l'Agence nationale de renseignements auraient arrêté cinq membres du regroupement Ensemble pour le changement à un rassemblement politique organisé pour soutenir le candidat à la présidence Moïse Katumbi. Ils ont été libérés par la suite, les 10 et 11 mai.

13. D'autres manifestations se sont déroulées néanmoins sans incident. Le 27 avril, des femmes ont manifesté à Beni sans aucune opposition. Le 1^{er} mai à Beni et à Kasindi (province du Nord-Kivu) et le 9 mai à Lubumbashi, des manifestations pacifiques de la LUCHA se sont déroulées sans accroc.

Mesures de confiance

14. Le 8 mai, le Conseil national de suivi de l'Accord et du processus électoral a annoncé la création d'une commission ad hoc chargée de faire progresser la mise en œuvre des mesures de confiance et d'apaiser les tensions politiques grâce à la libération de prisonniers politiques. Le jour même, à une séance extraordinaire du Conseil des ministres présidée par le Premier Ministre Bruno Tshibala Nzenzhe, le Ministre de la justice, Alexis Thambwe Mwamba, a annoncé que 4 019 personnes, dont 1 438 détenus avaient bénéficié d'une libération conditionnelle. Cependant, cette mesure ne s'appliquait pas aux cas emblématiques mentionnés dans l'accord politique.

III. Bons offices pour l'application de l'accord politique

15. Le 14 mai, ma Représentante spéciale a rencontré à Luanda le Président de l'Angola, Joao Manuel Gonçalves Lourenço, et le Ministre des affaires étrangères, Manuel Domingo Augusto. Ils ont échangé des vues sur une approche cohérente et coordonnée entre l'ONU et les acteurs régionaux à l'appui d'élections crédibles et ouvertes à tous en République démocratique du Congo.

16. Au cours de la période considérée, ma Représentante spéciale a également rencontré les personnes et les délégations ci-après pour discuter du processus électoral : le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères, Léonard She Okitundu ; le Ministre du plan, Modeste Bahati Lukwebo ; le Ministre de la décentralisation et des réformes institutionnelles, Azarias Ruberwa ; une délégation du Comité des familles des prisonniers politiques dirigée par Patrizia Diomi ; le coordonnateur du mouvement Ensemble pour le changement dans le Grand Katanga, Gabriel Kyungu wa Kumwanza ; et la délégation d'un regroupement politique appelé Le Centre, conduite par son président, Germain Kambinga. Elle a également rencontré le général Siaka Sangaaré, et du 3 au 7 mai s'est rendue dans la province du Maniema, à Bukavu et à Uvira pour des réunions avec le Gouverneur par intérim du Maniema, le maire de la ville de Bukavu et d'autres acteurs provinciaux et locaux consacrées aux questions liées à l'application du mandat de la MONUSCO.

IV. Observations

17. Je me félicite des progrès constants accomplis en vue du respect des principales échéances électorales, en particulier la promulgation en temps voulu de la loi sur la répartition des sièges et la publication des listes des regroupements et partis politiques, conditions préalables au lancement du processus d'enregistrement des candidats, le 24 juin. Toutefois, la méfiance continue de régner entre les acteurs politiques au sujet de plusieurs points clefs, notamment l'utilisation potentielle de machines à voter et l'application des mesures de confiance énoncées dans l'accord politique. J'exhorte le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour susciter la confiance à l'égard du processus électoral et à prendre l'initiative pour ce qui est de faire des progrès en vue de la tenue d'élections pacifiques et démocratiques, tout en respectant les dispositions de l'accord politique et la Constitution congolaise. Permettre à l'Union pour la démocratie et le progrès social de remplacer son représentant à la CENI, comme le prévoit l'accord, est une mesure importante qui renforcerait la crédibilité de la Commission et du processus électoral. Le

dédoubllement des partis portant le nom d'Union pour la démocratie et le progrès social dans la liste publiée par le Gouvernement suscite également des inquiétudes et il faut régler ce problème dans les plus brefs délais afin d'instaurer la confiance dans le processus politique.

18. Des progrès dans l'application des mesures de confiance envisagées dans l'accord et l'ouverture de l'espace politique sont indispensables pour forger un consensus et créer un climat propice à la tenue d'élections crédibles, transparentes et ouvertes à tous. La levée de l'interdiction des manifestations publiques permettrait au peuple d'exercer librement ses droits politiques et civils, conformément à la Constitution. J'encourage donc le Gouvernement à garantir l'égalité de moyens et un processus électoral ouvert à tous.

19. Le financement opportun et adéquat du processus électoral demeure une préoccupation majeure. Le retard dans le décaissement des fonds publics alloués à la CENI et leur insuffisance pourraient avoir des répercussions sur les délais prévus dans le calendrier électoral. Tout retard de cette nature risque de provoquer d'importantes tensions politiques. J'exhorte donc le Gouvernement à respecter ses engagements pour garantir le décaissement régulier des fonds destinés à la CENI. L'ONU est prête à fournir un appui technique et logistique constant au processus électoral et veillera à ce qu'il le soit dans les délais prévus dans le calendrier électoral. La MONUSCO continuera de collaborer avec le Gouvernement et de satisfaire à ses besoins en matière de soutien technique et logistique.

20. Il est essentiel que tous les partenaires de la République démocratique du Congo continuent de collaborer et de coordonner leur action pour veiller à ce que les efforts internationaux contribuent à la réalisation des aspirations démocratiques légitimes du peuple. Il faut également que les membres du Conseil de sécurité et les partenaires internationaux et régionaux continuent d'apporter un soutien sans réserve pour aider à surmonter les obstacles politiques, techniques et logistiques à un processus électoral pacifique et transparent dans le pays à la fin de 2018.
